

Le fascisme muté du 21e siècle

Abdelatif Rebah

Qualifier les États-Unis de Donald Trump de fascistes n'est pas une erreur d'analyse mais un point de départ théorique qui exige d'être historiquement et matériellement actualisé.

Le fascisme n'est pas un artefact figé des années 1930 : il est une forme politique que le capitalisme adopte lorsque ses contradictions deviennent ingérables par les mécanismes ordinaires de la démocratie bourgeoise libérale.

Ce qui se déploie sous Trump relève ainsi d'un fascisme muté, ajusté aux conditions du 21e siècle, à l'ère de la financiarisation, de la guerre hybride, de la crise climatique et du déclin relatif de l'hégémonie américaine. Il ne reproduit pas les formes classiques du fascisme historique, mais en réactive les **fonctions essentielles : écrasement des oppositions sociales, réorganisation autoritaire de l'État, et mobilisation réactionnaire des masses au service du capital**.

Dans cette configuration, l'État ne suspend pas formellement la démocratie ; il la vide de sa substance tout en conservant ses apparences. Les institutions demeurent, mais leur usage est transformé. **Le pouvoir exécutif est hypertrophié, la justice instrumentalisée, les contre-pouvoirs délégitimés, tandis que la violence d'État devient un mode ordinaire de gouvernement pour certaines fractions de la population**. Les attaques contre les personnes LGBTQ+, la remise en cause des droits reproductifs, la stigmatisation des musulmans, la banalisation du racisme et la tolérance envers les groupes suprémacistes ne sont pas des dérives culturelles mais des opérations politiques précises : elles produisent un ordre social hiérarchisé, naturalisé, où **l'inégalité est présentée comme un fait moral** ou civilisationnel.

La fascisation opère également par la destruction des médiations collectives du monde du travail. Les syndicats sont affaiblis, criminalisés ou contournés, le droit du travail est vidé de sa portée protectrice, et **la précarité devient un instrument disciplinaire**. Dans ce cadre, les travailleurs immigrés jouent un rôle central. Leur surexplotation est rendue possible par un appareil répressif spécifique, l'ICE, qui fonctionne *de facto* comme une milice d'État. À Minneapolis, cette milice fédérale a poursuivi ses opérations meurtrières malgré une mobilisation populaire massive, illustrant de manière exemplaire la normalisation de la violence d'État contre des citoyens ordinaires. Cette violence, exercée avec la bénédiction politique explicite de Trump, ne vise pas seulement les migrants mais l'ensemble de la classe laborieuse. Elle rappelle que **les droits sont révocables et conditionnés à l'obéissance**.

Cette militarisation de la répression intérieure s'accompagne d'une **hostilité croissante envers la recherche scientifique, la pensée critique et toute production de savoir** qui entre en contradiction avec les intérêts du capital dominant. Le déni climatique, la marginalisation des scientifiques, la politisation brutale de la vérité ne relèvent pas de l'ignorance mais d'un choix stratégique : lorsque la science devient un obstacle à l'accumulation ou à la légitimation idéologique du pouvoir, elle doit être neutralisée.

Sur le plan international, le fascisme muté trumpien se déploie sous la forme d'un impérialisme décomplexé. Le droit international est piétiné, les accords multilatéraux sont abandonnés, les sanctions économiques et les agressions militaires contre des États souverains sont utilisées comme instruments ordinaires de domination. Cette brutalité extérieure est indissociable de la brutalité intérieure : un même État, confronté à l'érosion de sa puissance économique et stratégique, durcit simultanément sa politique interne et externe. La guerre devient un prolongement de la gestion de crise du capital.

Ce modèle ne demeure pas circonscrit aux États-Unis. **Il tend à se diffuser dans l'ensemble de l'Occident collectif, et tout particulièrement en Europe**, où l'on observe des dynamiques convergentes de durcissement autoritaire, de répression sociale et de fragmentation idéologique du monde du travail.

En France, la fascisation prend une forme particulièrement sophistiquée, articulée autour de l'islamophobie et d'une algérophobie de plus en plus décomplexée, devenues des instruments centraux de la propagande médiatique et politique. Ces discours ne relèvent ni d'un simple racisme culturel ni d'excès rhétoriques isolés : ils constituent un dispositif idéologique au service de fractions de la bourgeoisie liées aux grands groupes industriels, financiers et médiatiques. En construisant les populations musulmanes et d'origine algérienne comme une menace intérieure, ces courants déplacent la conflictualité sociale loin des rapports de classe et des responsabilités du capital.

Cette stratégie permet de légitimer simultanément le durcissement sécuritaire, la restriction des libertés publiques et l'offensive contre ce qui subsiste des conquêtes sociales et des droits collectifs issus de l'après-guerre. Sous couvert de laïcité, d'ordre républicain ou de lutte contre le « séparatisme », l'État renforce son appareil répressif, banalise la surveillance de masse, criminalise les mobilisations populaires et prépare l'opinion à de nouvelles régressions sociales. L'islamophobie d'État fonctionne ici comme un outil de gouvernement : elle affaiblit et divise le peuple travailleur, oppose travailleurs nationaux et racisés, et empêche la constitution d'un front social uniifié capable de résister à la destruction méthodique des protections sociales.

Les grands médias, largement contrôlés par des oligarques embourgeoisés, jouent un rôle décisif dans ce processus. En saturant l'espace public de polémiques identitaires et mémorielles, ils naturalisent la violence sociale, invisibilisent la lutte des classes et transforment les victimes du néolibéralisme en boucs émissaires. Cette offensive idéologique accompagne une réalité matérielle claire : casse des retraites, démantèlement des services publics, précarisation du travail et répression accrue des mouvements syndicaux et populaires.

En Angleterre, le durcissement autoritaire s'est traduit par des lois restreignant sévèrement le droit de grève et de manifestation, par une politique migratoire ouvertement punitive et par une centralisation accrue du pouvoir exécutif sous couvert de souveraineté retrouvée après le Brexit. **La rhétorique nationaliste y fonctionne comme un substitut idéologique à l'effondrement du compromis social, masquant la précarisation massive du travail et l'approfondissement des inégalités**.

En Allemagne, la situation revêt une gravité particulière. La résurgence d'organisations et de discours ouvertement néonazis, leur progression électorale, ainsi que la tolérance croissante de l'appareil d'État à leur égard signalent une rupture historique lourde de sens. **La criminalisation de la gauche radicale, la répression des mobilisations pro-palestiniennes et l'alignement géopolitique et militaire sur les intérêts impérialistes occidentaux** participent d'un climat où l'autoritarisme se normalise, tandis que la mémoire du fascisme historique est relativisée ou instrumentalisée.

Ce fascisme du 21e siècle ne nécessite ni parti unique ni mobilisation totale de la société. Il s'appuie sur les **technologies de surveillance, la fragmentation sociale, l'idéologie sécuritaire et la spectacularisation permanente** de la politique. Il gouverne par **la peur, l'épuisement et la division**, tout en laissant intacte la domination de la bourgeoisie.

En ce sens, **Trump n'est ni une anomalie ni une simple parenthèse : il incarne une forme avancée de gestion autoritaire d'un capitalisme en crise**, dont les déclinaisons européennes confirment la généralisation et la profondeur historique. Les conditions de son renversement tiennent avant tout à la capacité du peuple des États-Unis à s'organiser collectivement et à agir de manière résolue.

Ainsi, face à l'effondrement agressif de l'impérialisme, la convergence internationale des forces populaires révolutionnaires, progressistes, écologistes..., s'impose comme une nécessité historique. Cette unité d'action doit forger, contre la propagande divisionnaire de la bourgeoisie, un **front de classe, anti-impérialiste, conscient et discipliné**. Rejeter la compromission et l'opportunisme, c'est affirmer que seule la lutte organisée des masses peut réaliser la rupture nécessaire avec l'ordre décadent. Transformer la crise en révolution exige de substituer au chaos impérialiste la construction d'un pouvoir populaire, où la satisfaction des besoins humains remplace la logique du profit. L'unité dans l'action est la condition de la victoire.

Source: [Le blog de la Pensée libre](#)